

L'EDITORIAL

JACQUES HILLION



L'après-25 mai

L'ombre de l'abstention et des partis d'extrême droite et autres souverainistes et nationalistes planent sur les élections européennes. Les enjeux qui entourent ce suffrage sont pourtant cruciaux, ne serait-ce que parce que le fossé entre l'Europe et ses citoyens ne cesse de s'élargir. Au point, d'ailleurs, de se demander si l'on n'est pas à deux doigts du divorce. Le manque de visibilité de l'Europe, l'incessant jeu de responsabilités que les politiciens nationaux font porter à Bruxelles dès le moindre couac sont, en grande partie, à l'origine de ce désamour.

Une réaction face à ce constat consiste en ces têtes de liste paneuropéennes – auxquelles tous les courants à l'exception des europhobes participent – qui concourent pour la présidence de la Commission.

Les Etats membres devront ainsi tenir compte de la majorité nouvellement élue pour désigner le remplaçant de Barroso. Le futur président de la Commission sera ainsi élu par le Parlement européen. Issue des urnes, la Commission pourrait s'appuyer sur le programme de la majorité élue.

Cette politisation lui donnerait, en tout cas, cette légitimité qui, pour le moment, lui fait défaut. Phagocytée par le Conseil européen qui fait l'Europe, la Commission ne fait finalement qu'exécuter les décisions prises par cette assemblée de 28 chefs d'Etat et de gouvernement.

L'enjeu est de taille puisque la Commission comme le Parlement pourraient se prévaloir d'un mandat populaire et européen et acquérir – en ce qui concerne la première – une légitimité aux côtés de celle des Etats, telle qu'elle existe à travers le Conseil européen. L'Union pourrait ainsi mener une politique qui ne serait plus celle du consensus – la plupart du temps, le plus petit dénominateur commun – qui, jusqu'alors, ressortait des décisions du Conseil.

Malgré tout cela, les craintes sont aujourd'hui fortes que les chefs d'Etat et de gouvernement puissent, une nouvelle fois, imposer leur candidat. La majorité du Conseil étant libérale conservatrice, on se doute bien sur quel poulain il mise. Reste toutefois qu'une faible victoire de l'un des camps en lice ne donnerait finalement qu'un avantage au Conseil pour tirer son épingle du jeu et finalement imposer son choix aux députés.

L'avenir de l'Union européenne appartient donc à ses électeurs. Encore faut-il qu'ils fassent entendre leur voix pour que ce que d'aucuns nomment «une révolution démocratique» marque une nouvelle étape de la construction européenne en rééquilibrant les pouvoirs et en lui donnant une lisibilité qui lui fait cruellement défaut.

Si le fonctionnement des institutions et leur manque de transparence sont fréquemment dénoncés pour expliquer l'absence de conviction du citoyen européen à glisser son bulletin dans l'urne, la politique d'austérité conduite pour sortir de la crise est un autre enjeu de ces élections.

En cette veille de Fête du travail, les syndicats n'ont cessé de répéter que la chasse à la dette publique n'est pas la solution mais que cette dernière passe par une politique de relance qui ne condamne pas le volet social. En d'autres termes, ces élections sont capitales. Si les électeurs ne se prononcent pas pour un changement politique, il y a peu de chances que l'Europe se transforme et trouve cette nouvelle vigueur espérée. La situation pourrait être même totalement inversée tant on sait que l'austérité nourrit l'europhobie et l'abstentionnisme.

www.lejeudi.lu

SOCIETE

Modèle



Alors que l'Europe des peuples se cherche et que les peuples d'Europe ne se trouvent pas toujours, il n'est pas inintéressant de prendre un peu de recul. Rien de tel qu'une vision extérieure pour enrichir la sienne. Et même une comparaison. Qui n'est pas forcément raison.

Akram R. Elias, un consultant en «diplomatie publique» était de passage par Luxembourg la semaine dernière. Ce Libanais d'origine, patriote US convaincu, tient autant à promouvoir vers l'extérieur le modèle fédéral américain qu'à convaincre les Américains des intérêts qu'il y a à s'impliquer dans la politique étrangère. Ambitieux programme.

La vraie prise de conscience internationale des Américains est venue, selon Akram Elias, de la crise économique. Alors que des événements extérieurs avaient pris sur la disponibilité du crédit à la consommation, le citoyen US s'est demandé où était cette Grèce dont on lui rebattait les oreilles. Touchez au portefeuille, et voilà la conscience mondiale qui s'éveille...

Ce spasme existentiel fait-il des Européens et Américains les siamois de l'économie planétaire? Il paraît que George Washington fut le premier à appeler à la constitution des Etats-Unis d'Europe, qui donneraient à son pays un partenaire de choix sur la scène

mondiale. «L'achèvement de la construction européenne ajoutera une plus-value au projet américain», soutient Akram Elias. Mais quelle Europe?

En deux siècles, les deux entités ont évolué, dans des sens peu parallèles. Ne serait-ce que parce que dans le cas du Vieux Continent, on ne peut guère parler que d'une unité géographique, certes économique, assez monétaire, pas très politique, nullement militaire.

Le comparatif ne manque pourtant pas de saveur. Sans doute, les Européens sont aujourd'hui «pessimistes, sceptiques», voire «cyniques». Très certainement, ils connaissent mal leurs institutions. Mais qui dit qu'ils aspirent à une confédération telle qu'elle existe outre-Atlantique? Il n'est que de se pencher sur les points de détail pour réfléchir. Illustration: «Ici, quand il y a un problème, les gens se demandent comment l'Etat va intervenir. Aux Etats-Unis, ils se demandent d'abord ce qu'ils peuvent faire eux-mêmes. Le volontariat est une chose normale.»

Pour aider les démunis, les églises et associations diverses prennent le relais de l'Etat, que l'on a voulu modeste.

Volontariat et charité contre contribution assumée et solidarité: un vrai choix de société, en fait. Les Européens sont prévenus.

THIERRY NELISSEN

LES MOTS VOYAGEURS

Mignon

Voilà un adjectif que nous devrions tourner dix fois dans la bouche avant de dire à une maman: «Qu'il est mignon, votre enfant». Ce n'est pas son origine qui est en cause, mais ce qu'on en a fait dans la langue française.

Pour l'origine, deux pistes au moins se côtoient. L'une fait descendre le mot de l'ancien irlandais «min» signifiant «petit», «tendre» ou encore «doux». Pas de mal donc, à ce qu'on dise qu'un bébé est «mignon». Une autre farfouille du côté germanique et son «minja» équivalent de «amour» que l'on retrouve dans l'allemand «Minne» (souvenez vous des Minnesänger chantant l'amour courtois au moyen âge). Là le mot commence à devenir suspect.

Les choses se gâtent en 1160, quand il entre la langue française. Durant trois siècles collera à la peau du «mignon» et de la «mignonne», une réputation douteuse. Est «mignon» en ces temps-là celui qui, pour le dire par euphémisme, se prête au plaisir d'un autre. Sous-entendu: celui qui adopte le rôle d'homosexuel passif. De là à passer au sens d'amant le pas est franchi dès le début du XV^e siècle. Il en va ainsi des jeunes hommes entourant – encore un euphémisme – Charles VII. A la fin du XVI^e siècle, le mot garde toute sa vigueur, puisque sous Henri III il désigne ses favoris efféminés.

Ceci pour les mâles, si j'ose dire. Au féminin, la mignonne est tout simplement une amante. Eternisée dans le poème de Ronsard *Mignonne, allons voir si la rose*.

La connotation érotique ne commencera à tomber qu'à partir de 1530, quand s'impose petit à petit le sens d'aujourd'hui: un cocktail fait de grâce, d'agrément et de joliesse. Il n'y a plus que le «péché mignon» pour rappeler un tantinet le sens d'antan.

JEAN PORTANTE

POLITIQUE

Sélectif



Quelque 15.000 élèves et étudiants étaient dans la rue, le 25 avril, pour manifester contre la réforme des aides financières aux études supérieures. Bien sûr, il faisait beau, nombre d'élèves avouent eux-mêmes avoir participé uniquement pour sécher les cours et les arguments ont parfois dérapé. N'empêche, la foule n'est pas passée inaperçue. On parle de la plus grande grève/manifesteration du genre au Grand-Duché. Il s'agit surtout de la première mobilisation d'envergure contre la politique de sélectivité sociale annoncée par le gouvernement.

Les syndicats ne s'y sont pas trompés et n'ont pas hésité à soutenir le mouvement. Certains, même, à la dernière minute, comme les banquiers de l'Aléba, qui ont envoyé leur communiqué alors que les rues étaient déjà noires de monde.

Les griefs contre le projet 6670 déposé par le ministre de l'Enseignement supérieur, Claude Meisch, concernent surtout les composantes sociales et de mobilité de la bourse. Pourquoi un élève qui réside chez ses parents à Wasserbillig et fait ses études à Trèves peut-il en profiter alors qu'un enfant de frontaliers de Thionville qui part étudier à Paris n'y aura pas droit? Pourquoi ne tient-on pas compte de la composition du ménage?

Les réponses à chaud de Claude Meisch sont édifiantes. Il est prêt à des «réajuste-

ments» et garde la porte ouverte au dialogue. Prendre en compte le nombre d'enfants à charge, pourquoi pas, mais à condition de ne pas aller contre la simplification administrative. Et surtout, à condition de ne pas faire exploser l'enveloppe budgétaire. L'objectif n'est plus d'inciter les élèves à poursuivre des études et à augmenter le nombre de diplômés, indispensables pour faire tourner l'économie. On ne parle plus non plus de la responsabilisation et de l'indépendance des étudiants. On ne parle plus que d'enveloppe budgétaire.

Le comité de grève, sur ses gardes, prévient que jusqu'ici, les «négociations prétendues» n'ont jamais abouti à des concessions de la part du ministre. C'est aussi ça le nouveau style en politique: «Il faudra consulter, communiquer, débattre ouvertement et, certes, expliquer aussi. Mais il faudra ensuite décider (...).», écrivait le député socialiste Franz Fayot dans nos pages, la semaine passée (lire sa chronique).

En voici une illustration. Au lieu d'attendre des grandes annonces, mieux vaut observer ce léger mais inexorable glissement vers la fin du «consensualisme». Le 1^{er} mai, Fête du travail et des acquis sociaux, est une parfaite occasion pour y réfléchir.

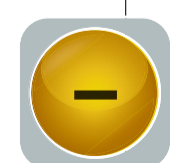
LAURENCE HARF

Satisfaction au travail

Satisfaction au travail



Selon une récente enquête eurobaromètre, sur l'ensemble de l'Union européenne, 77% des travailleurs européens seraient globalement satisfaits de leurs conditions de travail actuelles. Le sondage montre toutefois qu'ils sont moins nombreux, 53%, à estimer satisfaisantes les conditions de travail dans leur pays.



Le même sondage évoqué en positif ci-contre, révélant dans le même temps de grandes disparités de perception à travers l'Europe, montre que si les Européens ont beau plutôt se satisfaire de leurs conditions de travail, ils sont 57% à trouver que lesdites conditions se sont détériorées ces cinq dernières années dans leur pays.